

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 16 FEV. 2016

mettant en demeure la société DACSA FRANCE SAS  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2013  
réglementant ses installations situées 7 rue du Bassin de l'industrie à STRASBOURG

Le Préfet de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine  
Préfet du Bas-Rhin

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 1997 autorisant la société COSTIMEX à exploiter l'ensemble des installations ainsi qu'un nouveau hall de stockage de céréales à Strasbourg,
- Vu la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société DACSA France SAS transmise au Préfet du Bas-Rhin le 28 janvier 2013,
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2013 fixant des prescriptions complémentaires à la société DACSA France SAS à Strasbourg,
- Vu le rapport du 21 décembre 2015 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2015, l'inspection des installations classées a constaté l'absence des raccords de connexion nécessaires à l'inertage de certaines cellules du silo PF et que l'exploitant n'a pas pu en justifier l'absence,

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 28 octobre 2015, l'inspection des installations classées a constaté que la procédure d'inertage ne prévoit pas la disponibilité permanente d'azote sur le site et les moyens de sa mise en œuvre tels que les flexibles de raccord et le réchauffeur d'azote,

Considérant que les non-conformités relevées ci-dessus sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en cas d'incident ou d'accident,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> :

La société DACSA FRANCE SAS, dont le siège social est situé 7 rue du Bassin de l'industrie à STRASBOURG (67000), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son établissement sis à la même adresse, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2013 susvisé reprises ci-après :

« Article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 décembre 2013 : inertage silo S, PF et Moulin

*Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.*

*Sont également mentionnés dans cette procédure :*

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules) ;*
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte,*
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz ; celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.*

*L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence. »*

## Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

## Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société DACSA France SAS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET  
P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christian RIGUET

## Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.